

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 27

Déposée par: M. Louis **Michel**, M. Karel **de Gucht**, M. Elio **di Rupo**, Mme Anne **Van Lancker**, membres de la Convention et M. Pierre **Chevalier** et Mme Marie **Nagy**, membres suppléants de la Convention

Article 27 : Règlement **délégué** européen

1. **Les lois organiques**, les lois et les lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'édicter des règlements délégués **européens** qui **en** complètent ou qui modifient certains éléments non essentiels ~~de la loi ou la loi-cadre.~~

Les lois organiques, les lois et les lois-cadres délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation. Les éléments essentiels d'un domaine ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation. Ils sont réservés à **la loi organique**, à la loi ou à la loi-cadre.

2. **La loi organique**, la loi ou la loi-cadre détermine explicitement les conditions d'application auxquelles la délégation est soumise qui consistent en une ou plusieurs des possibilités suivantes:

- le Parlement européen et le Conseil peuvent décider de révoquer la délégation,
- le règlement délégué **européen** ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la **loi organique**, la loi ou la loi-cadre, le Parlement européen ou le Conseil n'expriment pas d'objections,

~~— les dispositions du règlement délégué sont caduques après un délai déterminé par la loi ou la loi-cadre. Leur validité peut être prorogée sur proposition de la Commission, par décision du Parlement européen et du Conseil.~~

Aux fins de l'alinéa précédent, le Parlement européen statue à la majorité de membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Explication éventuelle :

- La terminologie (loi organique, règlements européens délégués) est mise en conformité avec la typologie proposée à l'article 24.
- L'option qui consiste à prévoir la caducité de certaines dispositions après l'écoulement d'un certain délai risque d'engendrer un vide juridique. La possibilité pour les branches de l'autorité législative de révoquer la délégation ou de s'opposer à l'entrée en vigueur d'un règlement européen délégué constituent des garanties suffisantes